

Les précieuses ridicules

18 milliards d'euros d'efforts « anti-déficit » en 2014. Décidément, rien ne change sous le soleil austéritaire du gouvernement de François Hollande. Plus d'impôts pour les mêmes et moins de services publics (pour les mêmes aussi) : le pacte budgétaire et antisocial est appliqué à la lettre comme si n'avait rien changé depuis de si nombreuses années. Pour permettre à la finance de s'en donner toujours plus à cœur joie dans ce qui est ni plus ni moins qu'un hold-up planétaire. La finance, principal ami de François Hollande ?

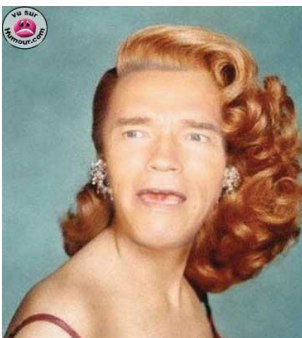
L'effort des 18 milliards n'est pas réparti à parts égales. 15 milliards d'économies budgétaires et 3 milliards de recettes fiscales supplémentaires. Et parmi ces derniers 3 milliards, deux seront directement liées à la lutte contre la fraude fiscale. Pour les 15 milliards d'économies, ceux-ci seront concentrés sur l'État à hauteur de 9 milliards. Ce qui signifie pour les ministères non prioritaires, une note d'autant plus douloureuse en termes de suppressions d'effectifs, de réductions de moyens.

Mais arrêtons le film à cet instant : n'y aurait-il pas comme un problème ? Comme un air déplaisant d'être pris pour un c.. ? Car lutter contre la fraude fiscale tout en supprimant les emplois de contrôleurs fiscaux et de douaniers qui sont justement sensés lutter contre, vous appelez cela comment vous ? La réalité est bien là : la RGPP et Sarkozy ne sont jamais partis, le paradoxe et l'irraison règnent toujours bien en maître.

Moins de moyens et de personnels pour toujours plus de résultats ou contrôler plus en étant moins ? Ce que le PS dénonçait avant 2012 est la réalité de l'action du PS depuis 2012.

Certes la lutte contre la fraude fiscale semble être prise en compte par ce gouvernement. Mais au regard de l'ampleur du phénomène, **l'ambition est pour le moins modeste voire ridicule.**

Les précieuses ridicules



on reste bouche bée devant tant de décalage...

En comparaison des 60 à 80 milliards de fraude fiscale annuelle estimée par les études les plus sérieuses sur le sujet, 2 milliards, on imagine à quel point la finance crève de peur ! Ce n'est pas demain que l'on verra une politique ambitieuse qui voudrait faire rentrer 80 % des sommes réellement fraudées dans les caisses de l'État, objectif social pourtant évident. Car on comblerait ainsi nombre de déficits sociaux et assainirait les comptes publics : l'austérité ne serait plus qu'un mauvais souvenir rangé au rayon des imbécilités économiques et on ne parlerait plus de réforme de retraites et de la sécurité sociale. Le fameux déficit intenable des retraites, 14 milliards d'euros, pourrait ainsi être comblé 6 fois avec une lutte contre la fraude efficace ! Des réformes, oui, mais cette fois dans le bon sens : moins travailler pour vivre mieux. Mais cela nécessite du monde, des contrôleurs fiscaux, des douaniers dans les entreprises et au bord de la route : ça tombe bien, plein de chômeurs n'attendent que cela et les comptes sociaux s'en trouveraient d'autant plus allégés !



Oui mais telle n'est pas la feuille de route imposée par la Commission Européenne à François Hollande. Endetter l'État pour alimenter la rente et la finance. Supprimer toute idée de régulation publique. Rendre insupportable la retraite par répartition pour mieux diriger la population sur les fonds de pension. Anémier la sécurité sociale pour imposer le recours à l'assurance privée... Soit le plus sur chemin vers la catastrophe : il n'y a pas une seconde à perdre, il faut retrouver le chemin de la rue. Et du rapport de force tant la mauvaise farce a assez duré.